



Communiqué unitaire CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL

Plateforme revendicative « c'est quoi ce travail ? »

Les organisations syndicales et de jeunesse CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL, après plusieurs semaines d'échanges dans les professions, les lieux d'éducation et de formation, rendent publique la plateforme revendicative unitaire : *c'est quoi ce travail?*

Cette démarche s'inscrit dans la poursuite de la mobilisation contre la loi dite travail, et pour l'obtention de droits nouveaux. Nous réaffirmons que ce texte législatif, et ses applications, sont toujours aussi contestés, comme le démontre la campagne électorale.

Combattre cette loi, avec des propositions revendicatives, est donc plus que jamais au cœur de l'actualité.

Les organisations syndicales et de jeunesse CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL, ont décidé, ensemble, de nourrir le débat public, qui aujourd'hui reste éloigné des attentes et des besoins de la population.

Salariés, agents, privés d'emploi, étudiants, lycéens ou retraités portent en commun, en effet, des revendications en matière d'emploi, de salaires, de conditions de travail ou de renforcement des services publics.

Rétablir la hiérarchie des normes, constitutionnaliser le principe de faveur est indispensable, afin qu'aucun salarié ne subisse un chantage à l'emploi, conduisant à la baisse du salaire et à l'augmentation du temps de travail.

Les organisations syndicales et de jeunesse proposent des évolutions pour renforcer le droit à la négociation, sécuriser les personnes tout au long de leur vie professionnelle, droit à l'emploi, à la formation, à la protection sociale, à la démocratie sociale...

Il faut reconnaître les qualifications, le travail en augmentant les rémunérations, en mettant en œuvre l'égalité Femme/Homme...

Il faut aussi des mesures spécifiques pour la jeunesse en matière d'éducation, de formation, d'accès à l'emploi, de protection sociale...

Pour changer vraiment le travail, les organisations syndicales et de jeunesse mettent en débat cette plateforme unitaire.

Montreuil, le 28 mars 2017